

Unité départementale du Loiret
3 rue de Carbone
45072 Orléans Cedex 2

Orléans, le 07/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/01/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VWR INTERNATIONAL

201 RUE Carnot
94120 Fontenay-Sous-Bois

Références : VAT20250122
Code AIOT : 0010001462

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/01/2025 dans l'établissement VWR INTERNATIONAL implanté Chemin de la Croix St Marc ZI de Vaugereau 45250 Briare. L'inspection a été annoncée le 22/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'est déroulée suite à l'incident de type flash fire intervenu sur la ligne remplissage automatique 1 de l'établissement le 21 janvier 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VWR INTERNATIONAL
- Chemin de la Croix St Marc ZI de Vaugereau 45250 Briare
- Code AIOT : 0010001462
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société VWR International de BRIARE est autorisée pour le conditionnement et le stockage de produits chimiques. Il est classé SEVESO Seuil Haut au regard des substances mises en œuvre dans l'établissement.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- ATEX

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Information de l'inspection	Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 2.5.1.	Demande d'action corrective	60 jours
2	Transmission d'un rapport d'incident	Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 2.5.1.	Demande d'action corrective	60 jours
3	Mise à jour de l'étude de dangers	Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 1.6.2.	Demande d'action corrective	60 jours
4	Localisation du risque ATEX	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande d'action corrective	60 jours
6	Conformité du matériel présent dans les zones à atmosphère explosible	Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 7.2.2.2.	Demande d'action corrective	60 jours
7	Asservissement de la ligne automatique 1	Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 7.1	Demande d'action corrective	60 jours
9	Respect des fiches de sécurité	Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 7.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
10	Surveillance de la ligne automatique 1	Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 7.5.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
12	Installations électriques - entretien	Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 7.3.4	Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Zonage des dangers internes à l'établissement	Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 7.2.2.	Sans objet
8	Consignes d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 2.1.2.	Sans objet
11	Installations électriques – mise à la terre	Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 7.3.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Information de l'inspection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 2.5.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration d'un incident
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées de la DREAL Centre, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'incident survenu le mardi 21 janvier à 6h15 a été porté à la connaissance de l'inspection des installations classées par courriel le mercredi 22 janvier à 17h40, soit plus de 35 heures après l'événement.</p> <p>Constat : L'exploitant n'a pas déclaré dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées l'incident survenu dans son établissement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 2 : Transmission d'un rapport d'incident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 2.5.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'incident
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courrier du 24 janvier 2025, l'inspection a demandé à l'exploitant la transmission d'un rapport d'incident relatif à l'évènement survenu sur son site.</p> <p>En réponse, l'exploitant a transmis à l'inspection, par courriels du 28 janvier, du 30 janvier, du 11 février, du 13 février et du 14 février, la fiche de notification d'incident du Bureau d'Analyse des Risques et Pollutions Industriels (BARPI) ainsi que plusieurs documents décrivant les vérifications effectuées et les mesures prises.</p> <p>Constat : L'exploitant n'a pas transmis un rapport d'incident complet à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées un rapport d'incident qui précise notamment les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 3 : Mise à jour de l'étude de dangers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 1.6.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Etude de dangers
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'étude de dangers est réexaminée et si nécessaire révisée, au plus tard tous les cinq ans à dater du 1er juillet 2015 ou lors de toute évolution des procédés mis en œuvre ou du mode d'exploitation de l'installation.</p>

<p>Constats :</p> <p>Par courrier du 20 décembre 2021, l'exploitant a transmis la notice de réexamen de son étude des dangers, accompagnée d'une version révisée de son étude de dangers.</p> <p>L'instruction de ces documents a conduit l'inspection à effectuer, par courrier du 3 octobre 2023, une demande de compléments à l'exploitant.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant indique que la version actualisée de l'étude de dangers sera finalisée au premier semestre 2024.</p> <p>Constat : L'exploitant n'a pas transmis sa notice de réexamen modifiée ni la mise à jour de l'étude de dangers suite au courrier de demande de compléments du 3 octobre 2023. L'étude de danger qui sera transmise devra tenir compte du retour d'expérience de l'incident intervenu dans l'établissement le 21 janvier 2025 et des modifications apportées aux installations.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées une version révisée de son étude de dangers représentative de ses installations en service.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 4 : Localisation du risque ATEX

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Connaissance des risques et des installations</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p>
<p>Constats :</p> <p>En amont de l'inspection, l'exploitant a transmis à l'inspection un rapport d'audit, daté du 09/12/24, mené par le Bureau Veritas en assistance à l'élaboration du Document Relatif à la Protection contre les Explosions (DRPE). Ce document établit un classement des zones de l'établissement à risque d'explosion mais ne matérialise pas ces zones sur un plan de l'établissement.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant indique que l'élaboration d'un tel plan est prévue mais n'a pas été finalisée.</p> <p>La vérification du plan des zones à risques d'incendie n'a pas été effectuée dans le cadre de cette visite d'inspection.</p>

<p>Constat : L'exploitant ne dispose pas d'un plan tenu à jour des zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'explosion. Le plan doit présenter les zones à risques sur une vue en plan et sur des vues en coupe lorsque cela est rendu nécessaire à la bonne délimitation des zones dans l'espace environnant.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 5 : Zonage des dangers internes à l'établissement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 7.2.2.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Zonage ATEX</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normale des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.</p> <p>Il distingue 3 types de zones :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les zones à risque permanent ou fréquent, • les zones à risque occasionnel, • les zones où le risque n'est pas susceptible de se présenter ou n'est que de courte durée s'il se présente néanmoins.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis la fiche de données de sécurité de l'acétone employé sur la ligne et incriminé dans l'incident. Cette substance est classée H225 "Liquides et vapeurs très inflammables". La rubrique "Propriétés physiques et chimiques" indique un point éclair de -20 °C pour l'acétone et une densité de vapeur de 2,01 à 20°C (vapeurs plus denses que l'air). D'autres produits chimiques inflammables sont également employés sur la ligne.</p> <p>D'après le classement des zones à risque d'explosion (ATEX), établi par le rapport d'audit de la société Bureau Veritas (version 1 du 09/12/2024) et transmis à l'inspection des installations classées, la remplisseuse de la ligne automatique 1 (I AUTO 1, bâtiment 7) est classée en zone 2 (zone où le risque n'est pas susceptible de se présenter ou n'est que de courte durée s'il se présente néanmoins). Ce classement est établi sur la base d'un degré de dilution indiqué comme</p>

"moyen". A ce titre, l'inspection des installations classées constate une incohérence dans la fiche n°25 du rapport s'agissant du degré de dilution porté dans la description des installations (degré "fort") et le tableau de classement de zonage associé (degré "moyen"). Dès lors, il est recommandé que l'exploitant se rapproche du bureau d'étude ayant établi le zonage en vue de vérifier la donnée et le classement définitif de la zone.

Lors de la visite, l'inspection a constaté que les deux bouches d'extraction situées dans la remplisseuse sont positionnées à mi-hauteur. Or, les vapeurs issues des liquides inflammables utilisés sont plus denses que l'air et donc susceptibles de s'accumuler en zone basse de la remplisseuse. Par conséquent, les conditions d'extraction ne permettent pas de satisfaire le degré de dilution nécessaire au classement en zone 2 de la remplisseuse, comme établi dans le zonage présenté. De fait, le classement serait susceptible de relever de la zone 1 "Emplacement où une atmosphère explosive consistant en un mélange avec l'air de substances inflammables sous forme de gaz, de vapeur ou de brouillard est susceptible de se présenter occasionnellement en fonctionnement normal".

Par courriel du 30/01/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées des photographies attestant l'ajout de prises d'air en partie basse sur les deux remplisseuses des lignes de conditionnement automatiques. Par courriel du 13/02/2025, l'exploitant a fourni à l'inspection des installations classées un document indiquant, sur la base de relevés effectués par des anémomètres, que ces ajouts n'impactent pas le taux de renouvellement d'air des remplisseuses. Ces modifications sont de nature à assurer le degré de dilution prévu par le plan de zonage pour un classement en zone 2.

Absence d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Conformité du matériel présent dans les zones à atmosphère explosive

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 7.2.2.2.

Thème(s) : Risques accidentels, Adéquation matériels ATEX

Prescription contrôlée :

Dans les zones où des atmosphères explosives peuvent se présenter les appareils et les installations électriques doivent être réduits au strict minimum. Ces derniers doivent être conformes aux dispositions en la matière en vigueur.

Constats :

Le rapport établi par le Bureau Veritas et transmis à l'inspection en amont de la visite d'inspection comporte un audit d'adéquation des matériels implantés ou mis en oeuvre dans les zones ATEX, établi sur la base de vérifications effectuées le 23 et 24 octobre 2024. Cet audit fait état de 214 situations de non-conformité, dont 12 concernent la ligne automatique 1.

Par courriel du 13 février, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées un tableau de suivi des actions de mise en conformité nécessaires vis-à-vis du risque ATEX : 14 actions restaient à réaliser (7 avec un risque d'explosion coté "négligeable" et 7 avec un risque coté "faible"). Pour chacune de ces actions, une date d'échéance est prévue.

Constat : Le matériel électrique et non électrique implanté dans les zones où des atmosphères explosives peuvent se présenter n'est pas conforme aux référentiels en vigueur (ATEX).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 7 : Asservissement de la ligne automatique 1

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 7.1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Les installations sont conçues, construites, exploitées et entretenues conformément à l'état de l'art, en vue de prévenir les accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses et de limiter leurs conséquences pour l'homme et l'environnement. Il organise les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation. Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien des dispositions réglementaires ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant indique que la ligne automatique 1 n'est pas asservie au bon fonctionnement de l'aspiration. L'arrêt de l'aspiration entraînerait uniquement, en guise de signal d'alerte pour les opérateurs, l'extinction de la lumière dans le local de la ligne (non testé le jour de la visite). Constat : Le fonctionnement de la ligne automatique 1 n'étant pas asservi au bon fonctionnement de l'aspiration, les installations ne sont pas conçues de manière à prévenir les risques d'accidents.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 8 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 2.1.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté. Les consignes écrites et répertoriées dans le présent arrêté sont systématiquement mises à jour et portées à la connaissance du personnel concerné ou susceptible de l'être.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de la visite d'inspection, il est constaté la présence d'un registre de suivi des opérations quotidiennes réalisées sur le ligne, situé au poste de pilotage de la ligne. Toutefois, aucune mention ou consigne ne précise la vidange du bidon de collecte des égouttures en fin de production. Par ailleurs, il est constaté la présence d'un manifold à l'arrière de la ligne comprenant une vanne de purge. L'exploitant indique que cette purge n'est pas utilisée. Postérieurement à la visite d'inspection, l'exploitant transmet par courriel du 28 janvier 2025, les consignes d'exploitation de la remplisseuse. Ces dernières n'incluent pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la vidange des bidons collectant les égouttures, situés en zone basse de la remplisseuse ; - la purge du point bas du manifold situé à l'arrière de la remplisseuse. <p>L'exploitant a transmis la fiche de données de sécurité de l'acétone employé sur la ligne et incriminé dans l'incident. Cette substance est classée H225 "Liquides et vapeurs très inflammables". La rubrique "Propriétés physiques et chimiques" indique en effet un point éclair de -20 °C pour l'acétone. D'autres produits chimiques présentant les mêmes propriétés de danger d'inflammabilité sont employés sur la ligne.</p> <p>Faute de mettre en œuvre les actions pré-citées, le liquide inflammable (acétone ou autre) contenu dans ces bidons ou dans le manifold est susceptible de générer une atmosphère explosive à température ambiante.</p> <p>Par courriel du 13 février, l'exploitant a transmis une procédure actualisée incluant la vidange de ces bidons et la purge du point bas.</p> <p>Absence d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Respect des fiches de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 7.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Fiches de données de sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant a à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques</p>

des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R.231-53 du code du travail.

Les incompatibilités entre les substances et préparations, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre dans les installations considérées sont précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tiennent compte.

Constats :

L'incident du 21 janvier 2025 sur la ligne automatique 1 est intervenu suite au conditionnement d'acétone. La fiche de données de sécurité de l'acétone, transmise par l'exploitant, précise :

- *"Matériel adéquat pour récipients/installations: Verre Polyéthylène haute densité (HDPE) Acier"*

- *"Matières incompatibles: Articles en caoutchouc et articles en plastique"*

Lors de la visite, l'inspection constate que les bidons de récupération des égouttures et les flexibles associés sont en plastique et ne sont pas antistatiques. De même la purge du manifold situé à l'arrière de la ligne est raccordée à un flexible plastique non antistatique.

Par courriel du 14 février 2025, l'exploitant indique à l'inspection que ces matériels ont été remplacés par des bidons en aluminium ou en PEHD antistatique et par des flexibles antistatiques.

Constat : L'exploitant doit justifier du bon remplacement des bidons de récupérations et flexibles en transmettant des photographies à l'appui, ainsi que la mise à jour des plans PID correspondant comportant mention au type de flexibles.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé, notamment :

- photographies du bidon de récupérations et des flexibles mis en œuvre (dont purge du manifold) ;
- mise à jour des plans PID comportant la mention au type de flexibles.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 60 jours

N° 10 : Surveillance de la ligne automatique 1

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 7.5.3.1

Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance

Prescription contrôlée :

Les installations susceptibles d'engendrer des conséquences graves pour le voisinage et l'environnement sont munies de systèmes de détection et d'alarmes dont les niveaux de sensibilité dépendent de la nature de la prévention des risques à assurer.

L'implantation des détecteurs résulte d'une étude préalable permettant d'informer rapidement le personnel de tout incident et prenant en compte notamment la nature et la localisation des installations, les conditions météorologiques, les points sensibles de l'établissement et ceux de son environnement.

[...]

Des détecteurs de gaz sont mis en place dans les parties de l'installation visées présentant des risques en cas de dégagement ou d'accumulation importante de gaz ou de vapeurs toxiques.
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant indique que la ligne automatique 1 est équipée d'explosimètres fixes, calibrés sur le butane, et situés dans le local mais à l'extérieur de la remplisseuse. L'exploitant ne justifie pas de la pertinence des emplacements et de la calibration des explosimètres afin de prévenir un risque d'incendie ou d'explosion, tenant compte des substances mises en œuvre sur la ligne.</p> <p>Par courriel du 14 février 2025, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées avoir déconnecté les 2 explosimètres fixes dans le cadre d'une étude en cours, et avoir équipé les salariés d'explosimètres oxygénomètres portatifs. Cette mesure temporaire n'est pas de nature à remplacer les explosimètres fixes permettant de détecter une atmosphère explosive en l'absence de salarié dans le local de la ligne.</p> <p>Constat : L'exploitant ne justifie pas de l'adéquation du dispositif de surveillance temporaire et de détection mis en place (emplacement, dimensionnement et calibration des équipements).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours

N° 11 : Installations électriques – mise à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 7.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'inspection constate que plusieurs liaisons équipotentielle sont reliées à un même point de connexion au niveau de la remplisseuse de la ligne automatique 1. Cette mise en œuvre est de nature à entraver le contact métal métal et l'efficacité des mises à la terre.</p> <p>Par courriel du 28 janvier 2025, l'exploitant transmet des photographies attestant de la mise en place de barrettes de terre permettant des points de connexion distincts pour chaque liaison équipotentielle.</p> <p>Absence d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Installations électriques - entretien

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 7.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.
Constats : Par courriel du 30 janvier 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection : <ul style="list-style-type: none">- un rapport de vérification périodique de ses installations électriques, daté du 20 mars 2024 comportant 37 observations ;- un compte-rendu Q18 émis suite à la vérification périodique des installations électriques du 13 mars 2024 comportant 8 observations et concluant que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion ;- un compte-rendu de contrôle par thermographie infrarouge (Q19), daté du 22 mars 2024, relevant 2 anomalies. Ces deux documents concluent que les installations électriques peuvent entraîner des risques d'incendie ou d'explosion. Par courriel du 13 février 2025, l'exploitant a indiqué que les anomalies susceptibles de générer un risque d'incendie ou d'explosion sur les lignes de conditionnement inflammables avaient été traitées. Constat : Les installations électriques de l'établissement ne sont pas maintenues en bon état et peuvent entraîner des risques d'incendie ou d'explosion.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours